

Comprendre les politiques d'austérité dans une perspective systémique et historique



Le capitalisme :

comprendre les politiques d'austérité dans une perspective systémique et historique



Cet atelier propose un survol du fonctionnement du système capitaliste, afin d'illustrer comment il engendre inévitablement la concentration de la richesse et l'accroissement des inégalités sociales. Nous discuterons des politiques de compression qu'on nous impose depuis les années 90 et dresserons un portrait de la pauvreté au Québec.

LES CLASSES SOCIALES

Est un groupement d'individus occupant la même place dans le mode de production, cette place est définie essentiellement par la possession ou la non possession des moyens de production.



Les moyens de production



Les détenteurs du capital/Les capitalistes détiennent les moyens de production comme propriété privée (terre, bâtiments, machines),

- générer le maximum possible de profit, le plus vite possible, au détriment de toute autre considération;

- Le profit dégagé est accumulé et réinvesti comme capital;

- Le patronat cherche donc à extraire le maximum de travail des travailleurs et travailleuses, en dépensant le moins possible

Les travailleuses/eurs comme elles/ils n'ont pas de capital, détiennent leurs forces de travail qu'ils vendent aux patrons contre un salaire afin de survivre et consommer.

Ressources naturelles :

Les ressources naturelles c'est tout ce qu'on retrouve dans la nature et que nous extrayons pour produire de l'énergie ou pour fabriquer les choses que nous consommons.

Exemple :

- Pétrole et gaz naturel pour le chauffage et le transport
- Bois pour le papier et la construction
- Plantes et animaux pour la nourriture et la fabrication de tissus
- L'eau, le métal, le minerai, le soleil, le vent, etc.

Monsieur le Premier Ministre,
quel geste concret poserez-
vous pour lutter contre les
changements climatiques?



Chômeur et sans emploi :

Le système est parvenu à créer des rivalités entre salariés d'un même niveau qui désormais sont concurrents pour conserver leur travail et leurs conditions de travail,

Le chômage est une conséquence du fait que le capitalisme puise dans la force de travail disponible selon ses besoins, mais qu'il n'a fondamentalement aucune raison d'utiliser tous les travailleur-se-s. Les chômeur-se-s font partie de la classe ouvrière, ils et elles sont des "travailleur-se-s privé-e-s d'emploi, qui constituent « l'armée de réserve" du capital

La perpétuation de cette dynamique assure la durabilité du capitalisme, du système de classes et les inégalités structurelles et sociales.



Les oppressions multiples et notions de privilèges

Le capitalisme tient ses fondements en utilisant les oppressions multiples . Celles-ci se manifestent continuellement dans nos rapports sociaux.

capitalisme

**Classes sociales
Exploitation**

**Colonialisme/
Racisme**

**Patriarcat
Homme/femme
Hétéronormativité**

Patriarcat



Système d'organisation de la société caractérisé par la domination du groupe social des hommes et sur l'OPPRESSION ou l'exploitation du groupe social des femmes.

Le patriarcat produit des inégalités entre les sexes dans tous les domaines tant dans l'espace public que dans le privé

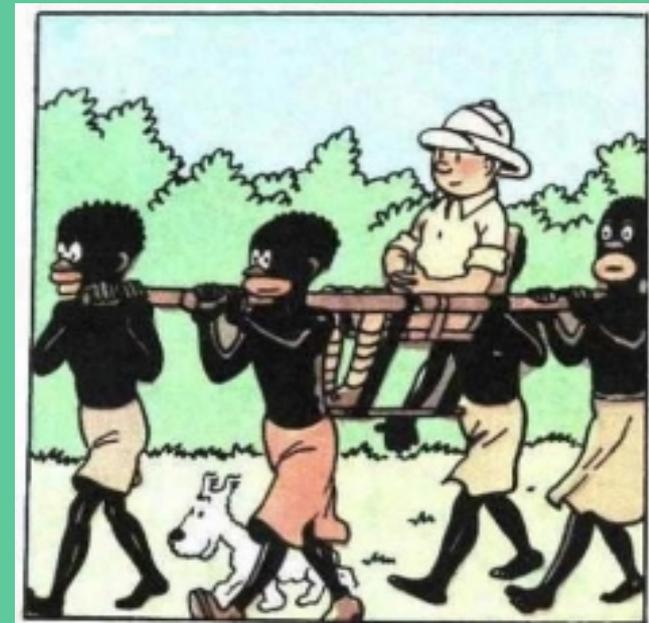
- Répartition inégale du pouvoir politique et économique entre les hommes et les femmes,
- Division sexuelle et inégale du travail, (femme/prendre soins, peu payé. homme/manuel/ décisionnelle; mieux payé)
- Autorité considérée comme légitime des hommes sur les femmes,
- Autorité paternelle au sein de la famille.
- Sexualisation et objectification des femmes

Colonialisme et impérialisme

Invasion et Occupation d'un territoire par des puissances impériales pour avoir plus de territoires,
Extraire les ressources naturelles et augmenter les profits en exploitant ou rendant à l'esclavage la main d'œuvre qui vit sur le territoire.

La colonisation peut être une occupation permanente par les colons, ou aujourd'hui se produit plus sous la soumission politique et économique des pays colonisés par les colonisateurs.

- Le Canada est un exemple
- classique de nation coloniale et
- de colonie d'occupation permanente.



Les relations Nord / Sud

Dans le pays et la ville où nous vivons, il y a des inégalités et des oppressions entre les personnes riches et pauvres : c'est la même chose entre les pays du monde.

- D'autres pays colonisés, surtout en Afrique et en Asie, ont eu leur indépendance et leur propre gouvernement, mais leurs anciens pays patrons (France, Espagne, Royaume-Uni, etc.) gardent toujours sur eux une influence économique et politique, ce qui les laisse dans une situation d'exploités.



Les conséquences sur l'environnement

Parmi les inégalités causées par les rapports Nord / Sud, il y a les injustices environnementales, comme la pollution de l'air ou la pollution de l'eau dans les endroits où vivent les gens qui travaillent à l'extraction et à la fabrication de produits destinés à la consommation des pays riches.

Si les pays pauvres doivent se ruiner la santé et subir toute cette destruction et cette exploitation, c'est pour produire des objets qu'ils enverront dans les pays riches et pour extraire des ressources qu'ils enverront aussi dans les pays riches à très bas prix.

Les émissions de gaz à effets de serre sur la planète, qui causent le réchauffement climatique, proviennent en majorité de la consommation des pays les plus privilégiés, mais les conséquences toucheront tout le monde.



Néolibéralisme

- Politiques appliquées depuis les années 80 dans le cadre de la « mondialisation » capitaliste
- Toutes ces politiques ont une fondement idéologique et visent à :
 - Couper dans les services pour modifier le rôle de l'État et restreindre sa capacité d'intervention;
 - Ouvrir de nouveaux marchés aux investisseurs par le biais des privatisations;
 - Déréglementer en faveur du patronat et des investisseurs.

Et l'austérité pis le déficit zéro dans tout ça?

Une étape dans le système capitaliste...

Les politiques d'austérité et le dogme du déficit zéro s'inscrivent dans la logique néolibérale = réduire l'intervention de l'État pour réguler l'économie... en théorie!

Dans les faits = couper dans les services publics et programmes sociaux, pendant que de l'autre côté on continue de financer les grandes entreprises et de faire des lois au bénéfice de ces dernières.

Au Québec : politiques pour reproduire les inégalités

LES RICHES VIVENT EN MOYENNE
ONZE ANS DE PLUS QUE LES PAUVRES

LA PAUVRETÉ EST MAUVAISE
POUR LA SANTÉ...
VOUS DEVRIEZ ARRÊTER !





L'origine de l'**État providence** au Québec ne vient pas de la bonté de nos gouvernements.

1. luttes populaires des années 60 et 70
2. la montée de la gauche au niveau mondial et provincial
3. L'après guerre : la prospérité économique des pays capitalistes du bloc occidental.

Au Québec :

les dogmes au service de la classe dominante

- Du déficit zéro à l'austérité : des dogmes qui traversent les frontières des partis politiques;
- Lucien Bouchard et le gouvernement péquiste : dès 1996, déficit zéro et pression sur les syndicats;
- Jean Charest et la réingénierie de l'État : PPP, Plan Nord, coupures et hausse des tarifs;
- Pauline Marois en 2012 : abolition de la taxe santé, exploitation pétrolière et déficit zéro;
- L'austérité du gouvernement Couillard : la poursuite d'un projet de démantèlement.

Au Québec comme au Canada : fiscalité par et pour les riches

Impôts sur le dos des travailleurs:

- **On diminue l'impôt des plus riches et on augmente l'impôt des travailleurs moyens**
 - L'impôt payé par ceux qui gagnent 100 000\$ et plus a diminué de 33 à 25% au fil des ans!
 - En plus, qu'on gagne 100 000\$/année ou 1 million on paye la même affaire...
 - Pendant ce temps, on a augmenté de 13 à 16% l'impôt de ceux et celles qui gagnent 41 000\$ et moins.

Au Québec comme au Canada : fiscalité par et pour les riches

Impôt payé par les entreprises:

- **3,9% des revenus totaux de l'état québécois en 2014, provenait de l'impôt des entreprises**
- **20,5 % des revenus de l'état québécois, provenait de l'impôt des particuliers (donc surtout des travailleurs-esues)**
- **En 15 ans l'impôt fédéral sur le revenu des entreprises a passé de 28% à 15% !**
- **Le Canada est un des pays occidentaux dont l'impôt des entreprises est le plus bas (bien devant les É.U.)**

Au Québec comme au Canada : impôt des banques et institutions financières

- En 2011 le Québec a aboli la taxe sur le capital des banques et institutions financières.
- Elles ont le taux d'imposition le plus bas de tous les secteurs d'activité économique;
- La moitié des institutions financières ne paient PAS d'impôt grâce aux abris et paradis fiscaux;

Au Québec comme au Canada :

« De l'argent il y en a,
dans les poches du patronat! »

- Toutes ces mesures favorisent l'accumulation et la concentration de la richesse;
- **Pendant ce temps, on taxe la pauvreté!**



Portrait éclair de la pauvreté au Québec



Portrait éclair de la pauvreté au Québec :

- De 1986 à 2014, le salaire minimum est passé de 4,35\$ à 10,35\$: une augmentation de 240 %;
- Pendant ce temps, le coût de la vie a augmenté de 760 % !
- Les travailleurs-EUSES au salaire minimum se sont donc systématiquement appauvriEs;
- Le salaire minimum ne permet pas de se sortir de la pauvreté.
- À Montréal, c'est 40 % des travailleurs-EUSES qui gagnent moins de 20 000 \$ par année;
- La pauvreté affecte en majorité les femmes;
- En dessous de la pauvreté, y reste la misère, ça c'est l'aide sociale avec un gros 663 \$ par mois;

Réformes de l'aide sociale ou comment faire la guerre aux pauvres

- En 2013 le PQ a fait des compressions à l'aide sociale d'environ 19 millions de dollars!;
- Avec le projet de loi 70, les personnes qui demandent de l'aide sociale pour la première fois et sont considérées aptes au travail, devront se soumettre à un nouveau programme de placement;
- Si elles refusent plus d'une fois les emplois qu'on leur propose, leur chèque sera coupé de moitié!;
- Une clause prévoit qu'une personne prestataire devra accepter n'importe quel emploi dans un rayon de 300 kilomètres de son domicile!

Des luttes au Québec passées dans l'oubli



En 1941 : La grève à l'usine Alcan Arvida

Les travailleurs de l'usine Alcan à Arvida déclenche un grève, revendiquant des meilleurs conditions de travail qui se sont détériorés avec la 2 e guerre mondiale. Étant la plus grande usine d'aluminium au Canada, la grève est déclaré automatiquement illégale par le gouvernement Canadien.

Le 24 juillet 1941, 700 travailleurs déclenchèrent la grève. Au Saguenay, la population se montra rapidement solidaire avec les revendications des travailleurs. La grève atteignit 4500 travailleurs le lendemain et près de 8000 le 3 e jour.

Les travailleurs ont gagnés des meilleurs conditions et un meilleur salaire grâce à la grève et leur désobéissance

1969 : Les chauffeurs de taxi contre la compagnie Murray Hill

Face à la politique de la sourde oreille, la lutte des chauffeurs de taxi s'est radicalisée. Les chauffeurs découvraient que plus ils haussaient le ton, plus on semblait les écouter. Plus ils frappaient fort, du poing ou autrement, plus on parlait d'eux et des problèmes propres à l'industrie du taxi. Il fallait continuer dans ce sens.

manifestations spontanées furent organisées, des vitres ont volé en éclats, des cocktails molotov furent lancés ici et là. Les chauffeurs apprirent à en fabriquer. Des étudiants, désireux d'appuyer leur combat, furent invités à monter à bord de voitures taxis dont les chauffeurs étaient membres du MLT, et des attaques sporadiques étaient organisées contre des hôtels où la compagnie Murray Hill détenaient, avec ses limousines, un honteux monopole, ou contre d'autres cibles. Même l'aéroport de Montréal, Dorval, fut paralysé, à l'heure de pointe, par des centaines de voitures taxi, remplis d'étudiants, dans le cadre de l'Opération tortue. Du jamais vu!

Quelques années plus tard, la compagnie Murray Hill perdait son monopole.

1971- Front de libération des Femmes

Les femmes se font refuser le droit d'être jurées. Sept femmes de la cellule Action-Choc du FLF, qui préconise des actions directes dénonçant le sexisme, préparent une offensive majeure : L'Action des jurées.

Paul Rose doit subir son procès dans l'affaire Pierre Laporte. Lise Balcer, qui connaît Rose et fait partie des nombreuses personnes appréhendées lors de la Crise d'octobre, est citée comme témoin. Puisque les femmes ne peuvent être jurées, elle refuse de témoigner! Si la Cour ne les reconnaît pas à ce titre, dit-elle, comment peut-elle les reconnaître en tant que témoins? Outrage au tribunal, décrète le juge!

Le jour de sa comparution, au moment où Lise Balcer crie à la discrimination, sept femmes du groupe Action-Choc se lèvent en criant « la justice, c'est d'la marde! » et prennent d'assaut le box des jurés. Le juge Nicols, outré, condamne sur le champ Lise Balcer à 6 mois d'emprisonnement, cinq femmes à un mois et les deux autres à deux mois pour avoir ajouté à leur propos « on nous viole encore ».

Quelques mois plus tard, les femmes obtiennent le droit de siéger
comme jurées

En 1972 : Grève générale illimitée secteur public et parapublic

210 000 employés des secteurs public et parapublic affiliés à la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) et la Corporation des enseignants du Québec (CEQ) déclenchent une grève générale illimitée.

Les revendications syndicales sont le salaire hebdomadaire minimum de 100 \$, la sécurité d'emploi et l'élimination des disparités régionales dans les avantages sociaux.

Dans des villes comme Sept-Îles, Thetford, Sorel et Joliette, le mouvement est presque général, à tel point qu'on parle « d'occupation » et de « contrôle » des lieux par les grévistes. Des postes de radio et de télévision sont occupés par les syndiqués qui y diffusent leurs messages. »

Suite à l'emprisonnement des trois chefs syndicaux, près d'un demi-million de grévistes vont participer à un vaste mouvement de débrayages spontanés et... illégaux pour réclamer la libération de leurs leaders. Le Québec tout entier est confronté à une immense vague de désobéissance civile.

2007: occupation pointe St-Charles: Centre Social Autogéré (CSA) et B7

Étant contre la projet de construction d'un casino d'un centre récréo-touristique de luxe, la population de pointe St-Charles se mobilise et réussissent à arrêter le projet.

En 2007, la pointe libertaire lance l'idée d'un centre social autogéré –squat sur les terrains du CN. Finalement le collectif occupe le dernier bâtiment industriel sur le bord du canal Lachine non encore transformé en condos.

Suite à l'occupation, le collectif obtient la cession gratuite, en 2012, d'un des anciens entrepôts du chemin de fer Canadien National, qui était voué à la démolition. Le bâtiment 7 réunis plusieurs projets politiques, artistiques et d'activités sociales.